

RÉEL CRIMINEL

JANVIER 2026

n°10



UN MINISTÈRE (RONGÉ) DE L'INTÉRIEUR

CHIFFRAGE (RÉEL) DU CRIME EN 2025 : PIRE ENCORE !



POURQUOI RÉEL CRIMINEL ?

Pour chiffrer et étudier les évolutions de la criminalité en France, il est difficile de se fier au ministère de l'Intérieur qui multiplie les omissions ou falsifications, comme nous l'établirons. Les chiffres sont de plus en plus opaques : naguère contrepoids aux chiffres incontrôlés de l'Intérieur, des organes indépendants produisaient des "Enquêtes de victimation" détaillées sur les crimes subis par la population. Or, ces organes démantelés, les futures "Enquêtes de victimation" sont à 100% produites à Beauvau : tout élément comparatif a ainsi disparu.

Autre problème majeur, la plupart des "journalistes police-justice" des médias "d'information" sont soumis au service de presse du ministère de l'Intérieur, qui les contrôle par du chantage à l'info, qui décide des sujets de publication, etc.

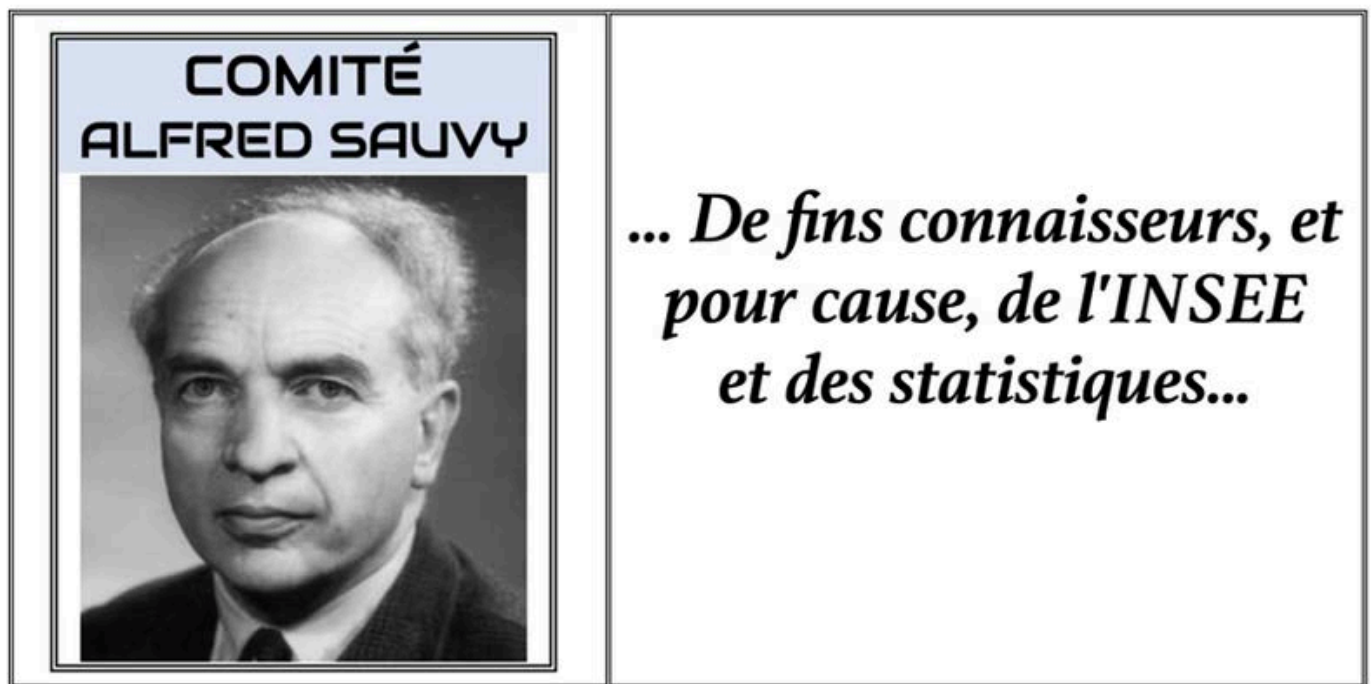
La radiographie criminelle de la France incombera donc à RÉEL CRIMINEL, dont la base documentaire accumule chaque mois des milliers de faits et données tous sourcés et recoupés avec soin. Sa mission : d'ici l'élection présidentielle (2027 par hypothèse), divulguer la réalité criminelle aux publics intéressés.



Xavier Raufer
Criminologue

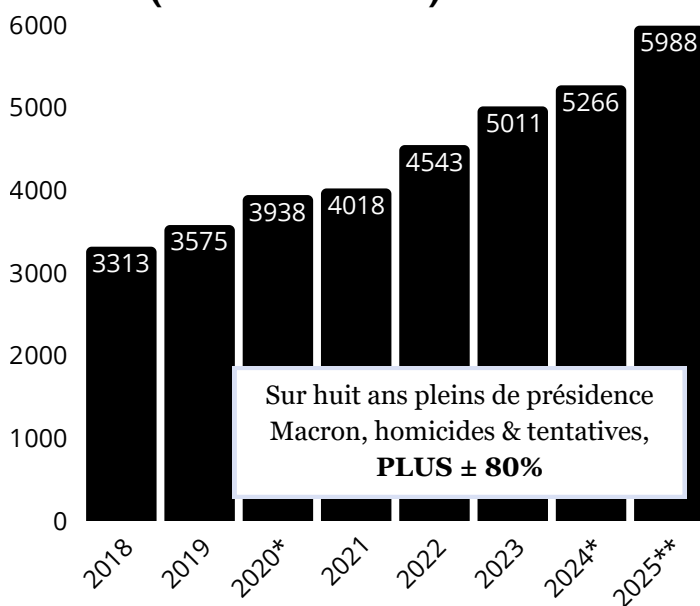
Sources des chiffres et données de RÉEL CRIMINEL : pour ne pas lasser les lecteurs par des masses de références, notes, etc. : tout provient des Services statistiques ministériel (SSM) du domaine régalién. Nous y accédons par recherche ouverte ; ou du site d'Eurostat (statistiques, l'Union européenne) ; des amis statisticiens (public ou privé) vérifient, corrigent, rectifient.

À RÉEL CRIMINEL, trois comités : ALFRED SAUVY (Statistiques), CLEMENCEAU (Policiers, tous rangs), THÉMIS (Magistrats). Nous exhumons et exposons les éléments que cachent sur ordre les ministères ; rectifions les chiffres tronqués (cambriolages) ou falsifiés (vols avec armes).



Années-Macron : l'explosion criminelle

Homicides & tentatives (attentats inclus)



Sur huit ans pleins de présidence
Macron, homicides & tentatives,
PLUS ± 80%

* Années basses du fait du Covid et des JOP

** En attente de chiffres définitifs sur les tentatives, nous avons baissé les chiffres intermédiaires de 1 %, des doublons étant possibles.

• Homicides & tentatives

HOMICIDES seuls, sous l'ère Macron : décembre 2017, 886 ; décembre 2025, 1 268 : **PLUS 43%**.

ÉLUCIDATIONS des homicides, (2018-2025, années-Macron, en taux) moins 18% ; 8 sur 10 des assassins arrêtés dans l'année suivant l'acte en 2018, 6,5 sur dix fin 2024.

• Agressions de professionnels à risque

POMPIERS - (Direction générale de la Sécurité civile) agressions physiques en 2024, 687, presque deux par jour

MÉDECINS - (Conseil de l'ordre) - tous types d'agressions : 1992 en 2024 ; 1 581 en 2023, **PLUS 26%**. Dont : 105 agressions physiques, 104 actes de vandalisme et 166 vols.

• Violences physiques (hors cadre familial)

De décembre 2024 à fin novembre 2025, celles connues des autorités, ± 210 000 ; il s'agit des violences commises dans l'espace public, au travail ou dans les lieux d'enseignement... centres commerciaux, boîtes de nuit, fêtes et festivals... villages... voire en prison... constituant des infractions, dénoncées à la police ou à la gendarmerie, ou prises en flagrant délit ; ensuite, transmises à la justice.

En 2016, on connaissait 164 000 de ces violences physiques hors-famille ; pour la plupart, des « Coups et blessures volontaires » ; on en a 210 000 fin 2025 = **PLUS 28% en une décennie.**

Or on sait aussi (Intérieur, VRS, 2023) que seules 20% de ces agressions physiques hors cadre familial font l'objet d'une plainte ou d'un flagrant délit. On peut donc affirmer (prudemment) **que le nombre réel de ces agressions, vraiment subies en France, s'élève à un minimum de 850 000 par an, ± 2 330 par jour, ± 95 par heure.**

• Autres violences physiques subies par les Français

- Vols avec violences : en 2025, **PLUS 12,4%**,
- Dégradations et destructions volontaires (là-dedans, toutes les émeutes commises dans les zones hors-contrôle...) : **PLUS 18,4%**,
- Attaques à l'arme blanche connues des autorités en 2024 : **10 397 ; plus de 28 individus poignardés par jour ; 1,2 par heure.**

• Toxicomanie

COCAÏNE - 100 000 tests pratiqués dans le cadre professionnel, de 2017 à 2025 (Années-Macron) : sur ces huit ans pleins, **13 fois plus de tests positifs.**

Sources

Sources institutionnelles :

SSMSI – DGPN ; faits enregistrés par les forces de l'ordre et la justice.

Sources médiatiques :

Le Figaro, 27/09/2025 — « Délinquance : la violence fait de la résistance »

Le Figaro, 10/11/2025 — « Aujourd'hui, la sécurité des personnes et des biens constitue le premier déterminant du vote pour 2026 »

L'Union, 21/11/2025 — « Mon premier joint, c'est au bureau que je l'ai fumé »

Laurent Nuñez, *BFM*, 26/11/2025 — « Lutte contre la délinquance : résultats encourageants »

Autres sources :

Sources personnelles de l'équipe de Réel Criminel.



... De fins connaisseurs, et pour cause, du ministère de l'Intérieur...

*** Le **néolibéralisme** est la perversion extrême d'un libéralisme classique auquel nous n'avons nul reproche à adresser, les tenants de ce libéralisme-là soulignant que leur doctrine ne peut ou ne doit pas s'appliquer, là où le marché est absent ; avant tout, dans le champ régalien (armée, police, justice, etc.). Les critiques suivantes ne le concernent donc pas.

L'Intérieur, ministère-Potemkine¹

Dans les dernières décennies, d'abord dans celle de 1990-2000, le passage de l'État-nation à l'État-marché, impulsé par des gouvernements tous néolibéraux, même s'ils se prétendent de « droite » ou de « gauche », suscite une vaste dérégulation et libère toujours plus les marchés. Le commun idéal de ces néolibéraux : des chaînes de production mondialisées, libres de toute friction ; leur universel totem, le conteneur maritime, qui transporte et stocke tous les produits du « doux commerce ».

Pendant ce temps, pour contrôler les peuples, les stratèges néolibéraux imposent à bas bruit le contrôle électronique par le haut, grâce au tout-numérique. Car l'État-marché néglige la sécurité des citoyens : cyniquement, il veut seulement rassurer le bon peuple à bas coût, par affichage et communication ; du « bleu » bien visible dans les rues, matraqué au 20-heures télé. Tout le reste est voué à l'essoreuse, si crucial soit-il pour la souveraineté et le régalien.

Pareil ensuite en Grande-Bretagne, de 2010 à 2022, où sous David Cameron, Theresa May, Boris Johnson et Liz Truss, les « conservateurs », naguère parti de la Loi et de l'Ordre, massacrent, peut-être jusqu'à l'irréparable, les budgets de la police métropolitaine de Londres (« Scotland Yard »).

Résultat de trente ans de ce régime, pour la France : un ministère de l'Intérieur aux façades intactes, au décor inchangé. Le visible, le décorum, ce qui fait illusion et permet au ministre-2026 de plastronner. Mais scrutons plutôt l'invisible, hors du regard public, l'omis, le négligé... Ce qui advient dans la cale, pendant que les ministres paradent sur le pont... Quel est l'état RÉEL des murs porteurs de l'édifice « Intérieur »

¹ Dans la Crimée de la fin du 18e siècle, l'histoire (peut-être légendaire...) court que le ministre russe Grigori Potemkine fit ériger d'opulents, mais factices, villages, pour cacher la misère du lieu à la tsarine Catherine II. Sur les mutations de l'appareil d'État, voir New York Times International, 8/11/2025 "The old world order is dead. Do not resuscitate".

rongés depuis des décennies, de réformes en budgets, par les termites néolibéraux ? Ce, tout au long de l'essorage, dans ce total silence public dont on sait désormais qu'il camoufle les pires méfaits de la « société de l'information ».

Concrètement : l'absolue raison d'être d'un ministère de l'Intérieur est, à tout instant et partout, l'intervention sur le territoire national. De ce fait, avant (en gros) l'an 2000, pour transporter ses troupes, le ministère de l'Intérieur et la préfecture de police de Paris (protégeant la capitale et le cœur de l'État) sont AUTONOMES. Tout ce qui permet au « Bleu » d'atteindre les lieux où il doit agir, se déplacer, fonctionner dépend du seul ministère et de la PP-Paris ; tout s'y effectue in situ dans ses garages : logistique, entretien, réparations ; à 100 % pour Paris-Île-de-France ; le plus souvent ailleurs en métropole. Alors, le personnel spécialisé technique intervenant au ministère de l'Intérieur lui appartient à 100 %.

Trente ans d'insidieuse usure néolibérale là-dessus ; aujourd'hui, l'essentiel des fonctions cruciales de l'Intérieur — logistique, informatique, nettoyage-entretien, transmissions — sont sous-traitées à des entreprises peu et mal connues ou contrôlées ; au personnel souvent intraçable et interchangeable, sans que l'Intérieur n'en soit informé ni n'y puisse rien ; dans tous ces domaines, les pourtant obligatoires enquêtes de sécurité sont minimales, voire inexistantes.

Exemple crucial

Pour remplir leurs missions, les véhicules — voitures, fourgons, autocars, camions, etc. — de l'Intérieur doivent évidemment être toujours disponibles, donc entretenus et réparés. Or aujourd'hui, les véhicules de l'Intérieur partent au garage privé ayant gagné le marché les concernant ; nul au ministère n'ayant idée de QUI concrètement les réparera ou les entretiendra. Souvent, hélas, des policiers de base informent leur hiérarchie qu'ils connaissent



certains de ces « garagistes » ou « mécanos » comme islamistes ou fichés S — voire sous OQTF ! D'autres, ou les mêmes, exhibent de fort visibles signes de salafisme : zabiba, tache sombre provenant du choc répété du front sur le tapis de prière ; barbe en cascade sur la poitrine.

Ces exaltés sont bien sûr libres de leurs croyances — mais est-il malin de leur confier des cars de CRS intervenant dans des zones hors contrôle, déjà pour partie sous influence salafiste ? Au ministère de l'Intérieur, toujours et au fil des ans, cela s'ajoute au large recrutement d'auxiliaires : réserve civile et « police administrative »... plus ou moins efficaces, civils et simples citoyens, recrutés après de bien minimes contrôles.

Stagnation des effectifs

Dans la France du début 2026, posent clairement des problèmes de sécurité ou de maintien de l'ordre au moins une part des migrants peu ou mal intégrés, des clandestins parfois dangereux, des « mineurs non accompagnés » servant aux narcos de main-d'œuvre servile, voire de chair à canon. En métropole, les experts de la « politique de la ville » eux-mêmes estiment à près de 1 400 les quartiers et cités « sensibles » — lire : sujets à de sérieux troubles. Selon le SSMSI, service statis-

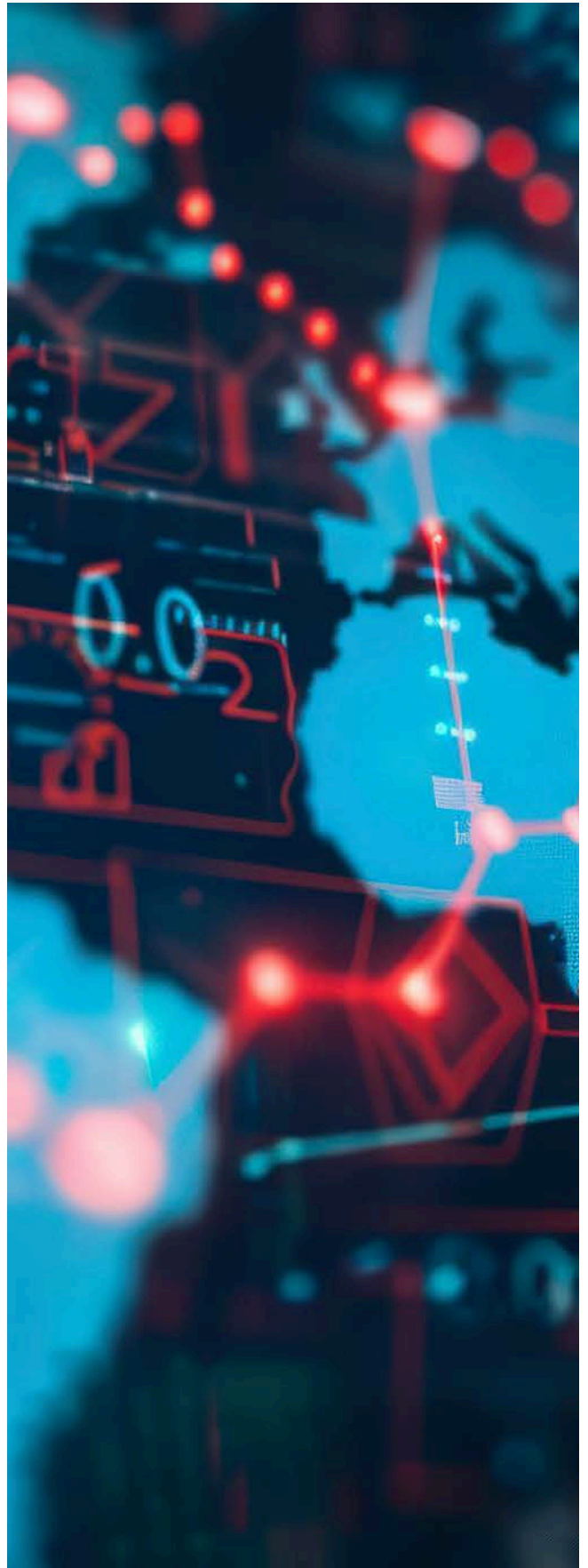
tique de l'Intérieur, pour cinq années pleines (2020-2024), les « destructions et dégradations volontaires de biens » enregistrées, vaste ensemble contenant toutes les violences urbaines et émeutes de ces années-là, passent de 468 524 à 525 728 : + 12,2 %.

Retour à 1990, quand débute la sape néolibérale de l'appareil régalien français. La France compte alors environ 58 millions d'habitants et, pour les besoins du maintien de l'ordre, quelque 13 000 CRS. Fin 2025 : environ 67 millions d'habitants en France, soit + 17 % depuis 1990. Au minimum, vu la prolifération de clandestins vivant souvent eux-mêmes dans des quartiers hors contrôle, et pour simplement maintenir le quota CRS/population, il faudrait de 15 000 à 16 000 CRS (idem côté gendarmes mobiles). Or les CRS stagnent autour de 13 500 hommes.

Créées en déshabillant Pierre pour habiller Paul, pour assurer le spectacle au 20-heures télé, des unités hyper-voyantes façon Robocop zigzaguent à travers le pays, d'émeute en fusillade, restant à chaque fois en place quelques jours, voire quelques heures. Leur courage et leur sang-froid sont bien sûr remarquables, mais leur inepte doctrine d'emploi les condamne, outre l'épuisement, à survoler dix problèmes sans jamais en régler un. De l'aveu des syndicats de police, violences, fusillades et déprédations reprennent peu après que ces CRS ont tourné les talons.

Une numérisation-dématérialisation au rabais et mal contrôlée²

Dans le monde réel, la chimère néolibérale de l'omnicontrolé par le haut se fracasse sur l'incapacité de l'État-Macron à protéger ses propres trésors nationaux ; deux exemples récents le prouvent : le pillage du musée du Louvre ; surtout, le piratage de fichiers sensibles du ministère de l'Intérieur, que nous abordons ci-après.





La numérisation-dématérialisation des données a deux avantages pour la caste dirigeante néolibérale : elle permet des économies en remplaçant des fonctionnaires par des algorithmes et facilite ce contrôle des populations dont elle rêve ; encore ce processus doit-il être sérieux, pas bâclé, pas fait à la va-vite, à bas coût.

Pour donner satisfaction, un tel dispositif — par exemple, enregistrer et contrôler les armes à feu détenues par des citoyens — doit comprendre des études préalables, des contrôles tout au long de sa mise en œuvre ; surtout, être doté, à son niveau comme en amont et en aval, de sécurités robustes, de systèmes d’alerte, etc. Bref, tout doit être prévu, pensé, organisé ; processus long et coûteux, même si ensuite les économies et le bénéfice opérationnel sont considérables.

Notons d’abord que ces dématérialisations bâclées outrepassent la seule sphère régaliennne. Le 19 novembre dernier à Lorient, lors d’une réunion au tribunal de commerce de la Chambre de commerce et d’industrie (CCI) du Morbihan, aux procédures désormais toutes dématérialisées et hors guichet, on apprend qu’environ 30 % des créations d’entreprises à la CCI concernent des « coquilles vides » vouées au blanchiment d’argent. Ouvertes avec des documents d’identité falsifiés, elles disparaissent après usage aussi vite qu’elles ont été créées...

² Sources personnelles de Réel Criminel ; plus Blast - 26/12/2025 "Piratage du ministère de l’Intérieur : l’État était pourtant prévenu" - Canard Enchaîné - 23/12/2025 "Le casse informatique à Beauvau donne la chair de poule aux poulets" - Le Parisien - 19/12/2025 "SSRQM : l’intrigant pirate du Ministère de l’Intérieur" - La Tribune - 18/12/2025 "Cyber-attaque du ministère de l’Intérieur : ces failles de sécurité qui ont ouvert la porte aux hackers" Le Parisien - 18/12/2025 - "Ce que les hackers ont volé au ministère de l’Intérieur" - La Provence - 18/11/2025 "Vigilance après le piratage de la Fédération française de tir"... 13/11/2025 "Nice : vol d’armes et de munitions une opération du RAID déclenchée".

Retour au régalien : à la mi-décembre, nos gouvernants, perdus dans quelque stratosphère ukrainienne, laissent éventrer et piller le portail CHEOPS, saint des saints du ministère de l'Intérieur, donnant aux policiers et gendarmes accès aux fichiers secrets : antécédents judiciaires (TAJ, enquêtes pénales, environ 16,5 millions de noms) ; personnes recherchées (dont les « fichés S ») ; traces génétiques... Non pas quelques-uns, mais des milliers de dossiers nominatifs du TAJ sont siphonnés... Et une sérieuse inquiétude se dessine en fond de tableau : avant cette effraction numérique voyante et revendiquée, d'autres, peut-être, plus discrètes et sans s'en vanter, ont pu visiter les 250 serveurs de messagerie de CHEOPS et scruter les quatorze fichiers de police qu'il contient...

Peut-être pour sauver la face, nos ministres évoquent alors de maléfiques et surpuissants pirates nord-coréens ou chinois... L'ombre de Poutine, peut-être... Or pas du tout : l'éventreur de CHEOPS est un « décrocheur scolaire » limougeaud de 22 ans, connu pour des « canulars en ligne » et vivant chez sa maman. Pire : l'olibrius aurait campé des semaines dans les serveurs de l'Intérieur avant qu'on finisse par s'en aviser... Ultime avanie : il revendique son acte depuis une adresse mail du ministère de l'Intérieur lui-même...

Comment est-ce possible ? Les explications officielles sont confuses, embarrassées ; pour donner à l'affaire un tour professionnel, ces pénibles aveux sont saupoudrés de termes pompeux, du genre « extraction d'applicatifs métier », pour un simple vol d'adresse mail... Clairement : boîtes mail compromises ; mots de passe partagés en clair ; un système CHEOPS sans (basique) double authentification, où nul n'alerte quiconque du piratage d'une boîte mail.

Et ce grave piratage est loin d'être le seul affectant la sphère du régalien

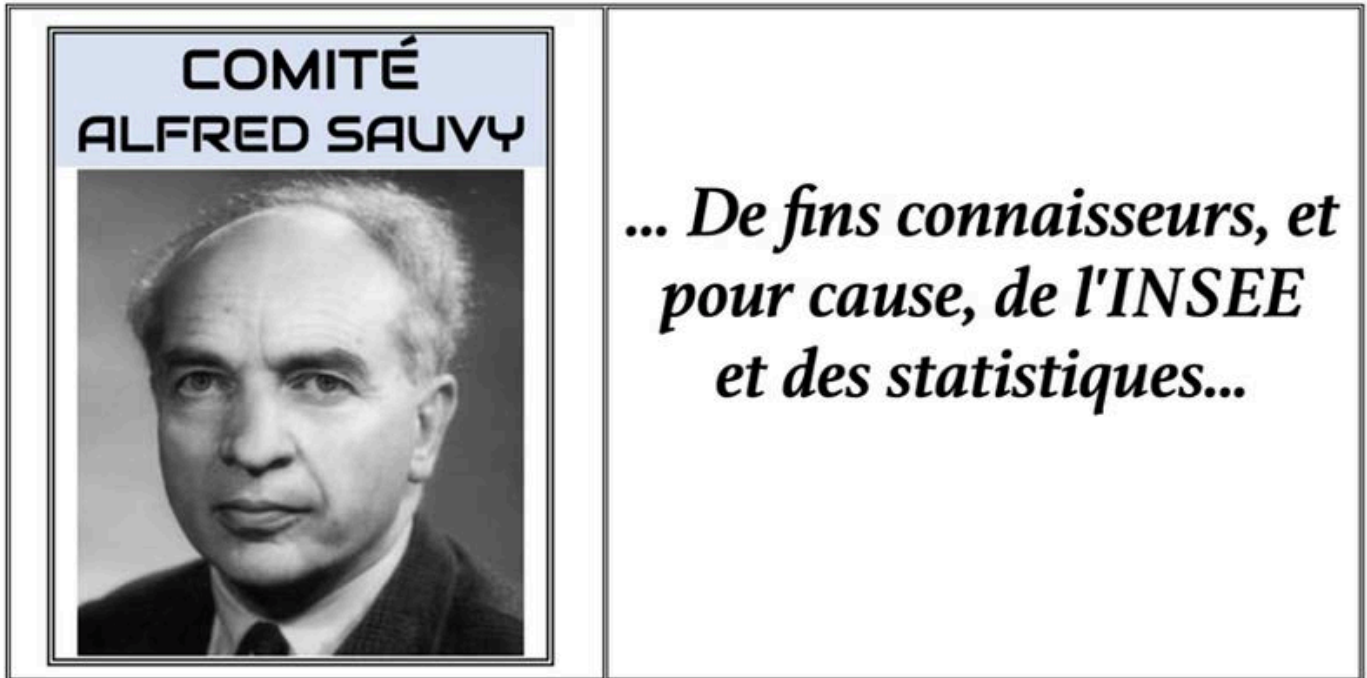
En 2021, l'Intérieur crée le « Système d'information sur les armes » (SIA), plateforme numérique devant enregistrer toute acquisition,

détention ou port d'armes et d'explosifs. Dans la foulée, la Fédération française de tir (FFT) doit donc créer un fichier numérisé de ses quelque 274 000 tireurs sportifs, nombreux à posséder leurs propres armes et/ou à exercer des métiers sensibles (environ un million de noms au total avec les ex-adhérents).

Or cette plateforme EDEN de la FFT est entièrement piratée les 18 et 20 octobre, et toutes ses licences siphonnées : numéros de licence, photos, noms, prénoms, téléphone, courriel et adresses privées... La FFT connaissait ce sérieux risque de piratage ; des préconisations de sécurité avaient été formulées — mais tout cela n'était pas jugé urgent, et surtout trop cher... Alors bien peu fut fait — jusqu'au piratage.

Et même si, le 18 novembre 2025, le SIA adressait un courriel rassurant « aux tireurs sportifs enregistrés » dans son système, on note que depuis, un peu partout en France, des adhérents de la FFT (une douzaine de cas connus) ont été approchés par de faux policiers ou gendarmes s'intéressant aux armes que ces tireurs détiennent ; certains venant même voler chez eux armes et munitions. Paris et Île-de-France, Nice, Grenoble, etc. : des armes, jamais retrouvées, ont ainsi été dérobées. Par la suite, quelques comparses sont arrêtés. Mais ceux qui ont piraté la FFT et vendent ses fichiers sur le « Dark Web », surtout les caïds derrière eux, courent toujours ■





L'Intérieur et le bidonnage des IRAS (Infractions Révélées par l'Action des Services)

Dès la page 1 du bulletin mensuel (Interstats) du SSMSI (statistique publique de la sécurité intérieure), apparaît un tableau délibérément trompeur. Des professionnels de l'INSEE reconnaissent en privé que cette présentation est malhonnête :

- Ce tableau a pour « unités de compte » des victimes hétéroclites (ex. : homicides), ou des victimes entendues (vols sans violence), ou des infractions (vols), ou encore des nombres (véhicules volés), enfin des « mis en cause par la police » (usage de stupéfiants). Le maître d'école vous a appris à ne pas multiplier des bananes par des chaussettes ? L'Intérieur-SSMSI le fait chaque mois.
- Plus vicieux encore, sans que jamais l'Intérieur n'en informe les lecteurs d'Interstats.

Dans ce même tableau, donc, on trouve :

- D'un côté, l'activité des malfaiteurs (homicides, vols avec arme, etc.) ;
- De l'autre — les deux n'ayant rien à voir — ce que l'Intérieur nomme les IRAS, mesurant son activité propre.

Exemple : Beauvau décide de sévir contre les toxicomanes ; la police les verbalise donc plus qu'avant pour « usage de stupéfiants ». Or cette multiplication des toxicomanes verbalisés ne signifie pas — en tout cas à l'instant T — qu'il y ait un drogué de moins en France ou un gramme de drogue vendu de moins.

Seul avantage des IRAS : le ministre peut plastronner. « *Voyez !* », s'écrie M. Nunez le 26 novembre, le résultat « encourageant » de cam-

pagnes récemment lancées : restauration de la sécurité du quotidien... villes de sécurité renforcées... loi narcotrafic... Il s'appuie alors sur un torrent de chiffres : malfaiteurs et clandestins arrêtés, saisies de stupéfiants, d'armes, d'espèces, interdictions de paraître sur les points de deal... Cela, dit le ministre, « reflète la hausse de l'activité de nos services ». De son propre aveu, nous sommes en plein registre des IRAS.

Or que l'Intérieur agisse est une bonne chose ; mais le citoyen, lui, veut que les crimes eux-mêmes — homicides, cambriolages, agressions, etc. — baissent réellement. Car si l'Intérieur met les bouchées doubles et que, dans le même temps, les bandits décuplent d'activité, la criminalité réelle augmente.

Et c'est bien le cas : M. Nunez finit par avouer que les vols avec violence et les destructions volontaires (émeutes), si craints des Français, explosent (+ 12,4 % et + 18,4 %).

Ainsi, le tableau mensuel d'Interstats compte quinze items : cinq décomptés en « victimes », quatre en « infractions », trois en « véhicules » et un en « victime entendue ». Pour ces treize-là, des personnes ont subi quelque violence ou dommage ; mais dans ce même tableau, deux lignes décomptent les « mis en cause » (usage et trafic de stupéfiants) — bien sûr, deux IRAS. ***Tripatouillage revenant à ce que, au chevet d'un malade, le médecin prenne sa propre température, non celle du patient, pour annoncer ensuite que celui-ci va mieux...***

Ainsi, toujours plus incapable d'assurer désormais la sécurité de la France (Raymond Aron : « Respecté à l'extérieur, en paix à l'intérieur »), le système survit par des mensonges à court terme, propagés par des médias asservis.

Il y a là l'inquiétant précédent de la comtesse du Barry sur l'échafaud : « Un instant, monsieur le bourreau ».

La poussière sous le tapis

CAMBRIOLAGES — Comparer le premier semestre 2025 à celui de 2024 montre que les effractions de domiciles privés ont un peu diminué (- 4 %, dit le SSMSI), mais que celles d'« autres lieux » — commerces, usines, bâtiments divers, en ville ou en zone rurale — **ont explosé à + 13 %**. Or le bulletin mensuel *Interstats* ne donne, encore et toujours, que les cambriolages de domiciles privés. Quand dira-t-il la vérité ? ■

